

[Text]

the area moving out to accommodate the presence of gaming casinos.

There has been a dramatic increase in the welfare rules, and there have been excessive demands upon other social services.

This presentation represents only a very quick overview of some of the potentially dangerous impacts that permissive gaming laws can have upon our Ontario society. In order to rectify that deficiency, I refer you, Madam Chairman, and Honourable senators, to the Programs Branch User Report prepared for the Ministry of the Solicitor General of Canada, entitled: "Legalized Gambling: An Overview." This report, prepared in 1984, was prepared by Margaret E. Beare, who is in attendance this evening, and Howard Hampton. This report offers significant cautions against legalized gambling. It clearly shows—and again this is a report compiled for the federal government—clearly shows that some of the persons interviewed regarding this matter, persons who have lived the experience of legalized casino gambling, describe it as an "engraved invitation to organized crime."

We urge the government to carefully review and evaluate the potential impacts of legalized gambling on our community.

Madam Chairman, Honourable senators, the police forces of the Province of Ontario do not stand alone in respect of these concerns. I should like to share with you a resolution of the Canadian Association of Chiefs of Police, a resolution passed at the conference of that association held in 1985. A copy of this resolution was forwarded to the federal Minister of Justice, and as far as I am aware we have had no response to that communication to this date.

The resolution reads:

The federal/provincial Lottery Agreement and the proposed changes to the Criminal Code at Section 190 give rise to serious concerns by the Canadian Association of Chiefs of Police. This agreement and these proposals would pave the way for legal gambling such as casinos operating under either Provincial or Municipal licences.

WHEREAS research has determined that there is a definite correlation between the existence of legalized casino gambling and the incidence of crime, and

WHEREAS this is further supported by the fact that the State of Nevada leads the statistics for street crime per capita and further that in the first three years of operation Atlantic City street crime rose by 171 per cent far in excess of the U.S. national average of 26 per cent and

WHEREAS casino operations generate large sums of cash flow which is difficult to account for in terms of the money going in and out of the operation making this an attractive way to launder illegitimate funds and

WHEREAS there are many examples of the negative impact of casinos on a community due to the connected activities of prostitution, drugs, alcohol, loan sharking, etc., and

[Traduction]

Le recours à l'assistance sociale a augmenté radicalement, et les autres services sociaux ont subi un fardeau excessif.

Ce n'est là qu'un très bref aperçu de certaines des conséquences graves que les lois permissives sur le jeu peuvent avoir sur notre société en Ontario. Pour corriger cette lacune, je vous prierais, madame la présidente et honorables sénateurs, de vous reporter au Rapport des usagers de la Direction des programmes préparé par le ministère du Solliciteur général du Canada intitulé «La légalisation du jeu: une vue d'ensemble». Ce rapport a été préparé en 1984 par Margaret E. Beare, qui assiste à la séance ce soir, et Howard Hampton. Le rapport présente d'importantes mises en garde contre la légalisation du jeu. Il démontre clairement—et, je le répète, il s'agit d'un rapport préparé pour le gouvernement fédéral—que certaines des personnes interviewées à cet égard, des personnes qui avaient vécu l'expérience du jeu légalisé dans des casinos, l'ont décrite comme une forte incitation au crime organisé.

Nous pressons le gouvernement d'examiner attentivement et d'évaluer les conséquences possibles de la légalisation du jeu dans notre collectivité.

Madame la présidente, honorables sénateurs, les forces policières de la province de l'Ontario ne sont pas les seules à avoir ces préoccupations. J'aimerais vous faire part d'une résolution de l'Association canadienne des chefs de police, résolution qui a été adoptée à la conférence de cette association en 1985. Une copie de cette résolution a été envoyée au ministre fédéral de la Justice, et pour autant que je sache, nous n'avons pas encore eu de réponse.

La résolution se lit comme suit:

L'entente fédérale/provinciale sur les loteries et les changements qu'on se propose d'apporter à l'article 190 du Code criminel inquiètent sérieusement l'Association canadienne des chefs de police. Cette entente et ces propositions faciliteraient l'installation de maisons de jeu légales, comme les casinos, qui seraient exploitées sous licences provinciales ou municipales.

ATTENDU que la recherche a déterminé qu'il y avait une corrélation certaine entre l'existence des maisons de jeu légalisées et l'incidence du crime, et

ATTENDU qu'à l'appui de nos revendications, nous pouvons citer le fait que l'État du Nevada a le plus haut taux de crime de rue par habitant et qu'en plus, au cours des trois premières années d'exploitation de maisons de jeu à Atlantic City le taux de crime de rue a grimpé de 171 p. 100, ce qui dépasse de loin la moyenne nationale qui est de 26 p. 100 et

ATTENDU que les casinos engendrent de vastes sommes d'argent liquide dont il est difficile de comptabiliser les entrées et les sorties du casino, ce qui peut présenter un moyen attrayant de «blanchir» des fonds illégitimes et

ATTENDU qu'il y a de nombreux exemples de l'effet négatif des casinos sur une collectivité, car ils entraînent toute une série de problèmes tels la prostitution, la drogue, l'alcool, le prêt usuraire, etc., et